

La diplomatie du plan B

le lundi, novembre 10, 1997 page: B7

From Le Soleil

Maintenant que les Québécois ont été sortis des plus hauts étages du Lester Pearson Building à Ottawa, c'est la guerre tous azimuts contre le Québec. Après Paris et Pékin, quel coup fourré attend le Québec à Hanoi, au Sommet des pays ayant en commun l'usage de la langue française?

Il est clair que depuis la grande frousse référendaire d'octobre 1995 et surtout la révélation des détails du «grand jeu» de Jacques Parizeau, Ottawa ne laisse plus rien au hasard. On entre en fait dans une nouvelle phase de la diplomatie canadienne, celle du refus.

En janvier 1967, un certain Pierre Elliott Trudeau avait déclenché une véritable guerre de drapeaux à l'occasion d'une tournée en Afrique et à Paris. Pourtant modeste Secrétaire parlementaire du premier ministre Lester Pearson, le député de Mount Royal avait rencontré des présidents de pays africains, de même que le ministre français de la Coopération. «La position du gouvernement canadien est désormais bien comprise : les relations étrangères constituent une prérogative fédérale», dit alors Trudeau en promettant une «présence considérable» des Canadiens francophones de l'extérieur du Québec dans les projets d'assistance scientifique et technique à l'Afrique.

A cette période du «tassez-vous», succéda la coopération forcée imposée par le gouvernement français du général de Gaulle. Non seulement la France traitait-elle directement avec le Québec, mais elle imposait la participation de son gouvernement à toutes sortes de conférences et d'agences de coopération technique et culturelle.

Il y eut même la belle époque de la coexistence pacifique entre le Canada et le Québec à l'étranger alors que les diplomates fédéraux comprenaient mieux et vantaient les avantages de la French Connexion. Je me souviens en particulier d'un grand discours à Montréal de Jack Homer, ministre de l'Industrie et du Commerce de Trudeau, qui vantait les mérites de la «latin connexion» dans une stratégie de pénétration des marchés d'Amérique du sud. Plus près de nous, les Québécois dominaient, en nombre et en influence, l'équipe de négociations des accords de libre-échange avec le Mexique.

Ce n'est peut-être pas un hasard que Jack Homer ait d'abord été un conservateur de l'Alberta, et que les négociations avec le Mexique se soient déroulées sous un gouvernement conservateur. D'ailleurs, l'âge d'or de la coopération entre le Québec et le Canada sur la scène internationale intervint à l'époque de Brian Mulroney.

Maintenant que les libéraux orthodoxes sont revenus au pouvoir à Ottawa, ce ne sont plus des diplomates que le Canada envoie à l'étranger, mais des mercenaires. D'ailleurs, leur ministre Lloyd Axworthy affichait ses couleurs dès 1996 en disant que son gouvernement «encouragerait les ambassadeurs à s'exprimer beaucoup plus à l'étranger» et en annonçant que ces mêmes ambassadeurs seraient invités de temps à autre au Canada pour dire à quel point le pays est bien vu à l'étranger.

L'attitude incroyablement agressive, voire discourtoise à l'égard d'un chef de gouvernement provincial, d'Howard Balloch, notre ambassadeur en Chine, est à verser au compte de cette opération systématique de dénigrement du Québec à l'étranger. Éduqué à l'université Laval, parfaitement bilingue, ce même Balloch fut responsable de la stratégie fédérale du NON au cours de la campagne référendaire de 1995. Capable de tout, c'est lui qui a rendue publique une note pourtant confidentielle sur la rencontre entre Jacques Parizeau et les diplomates étrangers en poste à Ottawa, déclenchant ce qu'on a ensuite appelé «l'affaire des homards».

La récente tournée au Québec de Jacques Roy, ambassadeur du Canada à Paris, procède de la même stratégie. Originaire de Sainte-Anne des Monts, Roy est un homme habituellement charmant. On veut bien croire que des fonctionnaires québécois zélés - surtout avec un patron comme Marcel Masse! - aient eu une attitude blessante à son égard lors de la visite de Bernard Landry. De là à en faire un tel plat et à entreprendre une longue tournée des chambres de commerce du Québec profond, payé par le Conseil de l'unité canadienne d'ailleurs, il y a une borne qui a été franchie.

Mais la campagne de Roy reste, tout compte fait, un signe de faiblesse de la part du gouvernement fédéral. En d'autres temps, quand des Québécois crédibles et respectés comme Pierre de Bané ou Pierre Pettigrew occupaient le poste de ministre junior des relations avec les pays de la francophonie, ce sont eux qui auraient fait la tournée du Québec. Maintenant qu'il n'y a plus un seul Québécois sur les cinq ministres et secrétaires d'État chargés de la politique étrangère et du commerce international, qui enverra-t-on brandir l'étendard au Québec? Diane Marleau? Ou son prédécesseur Don Boudria?

Comme le voulait Trudeau, il y a maintenant une «présence considérable» des Canadiens francophones de l'extérieur du Québec sur la scène internationale. Quant à l'attitude des mercenaires des Affaires étrangères à l'égard du Québec, tous les coups sont permis et leurs armes tirent bas. Le Québec est ainsi